

Study of Inter-Latin-American Trade, préparée par le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine. Un vol., 8½ po. x 11, broché, 313 pages — NATIONS-UNIES, DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIQUE, New-York, 1957. (\$3.)

Camille Martin

Volume 33, numéro 4, janvier–mars 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001296ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001296ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1958). Compte rendu de [*Study of Inter-Latin-American Trade*, préparée par le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine. Un vol., 8½ po. x 11, broché, 313 pages — NATIONS-UNIES, DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIQUE, New-York, 1957. (\$3.)]. *L'Actualité économique*, 33(4), 686–687. <https://doi.org/10.7202/1001296ar>

rapidement en France, comme dans le monde entier, tandis que la production française suffit déjà à peine à couvrir les besoins.

L'industrie française a déployé de grands efforts pour accroître sa capacité de production, mais elle s'est heurtée au problème de l'insuffisance des matières premières françaises, notamment du bois à pâte. Puisqu'elle est dans une large mesure dépendante de l'étranger pour ses approvisionnements, l'industrie française est donc pour autant vulnérable.

Heureusement que des procédés techniques permettant d'avoir recours à des matières premières nouvelles, telles que plantes annuelles et arbustives et surtout taillis feuillus, sont en voie d'être mis au point. La reconversion de l'industrie nécessiterait alors des investissements très importants, mais rendrait possible l'affranchissement plus ou moins total des approvisionnements étrangers.

La présente étude sur la structure de la production et des échanges a conduit à la conclusion que l'industrie n'était ni indépendante de l'étranger ni en bonne position concurrentielle. Or le moins que l'on puisse exiger d'une politique future, c'est qu'elle atteigne au moins l'un de ces objectifs. Mais en quels termes se pose le problème? Faut-il s'attacher aux solutions visant à affranchir le consommateur et l'industrie de l'étranger? Faut-il chercher par tous les moyens à obtenir le meilleur prix possible? Si l'on opte pour la première alternative, il n'y a pas de doute que l'on doive se tourner vers l'utilisation des matières premières nouvelles; si au contraire on choisit la seconde, on doit avoir recours à l'importation. Cependant, il n'est pas impossible que la première solution permette d'atteindre simultanément les deux objectifs, c'est-à-dire assurer le consommateur d'un approvisionnement national à des prix avantageux.

Camille Martin

Study of Inter-Latin-American Trade, préparée par le secrétariat de la COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. Un vol., 8½ po. × 11, broché, 313 pages. — NATIONS UNIES, DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIQUE, New-York, 1957. (\$3.)

Les républiques de l'Amérique latine souffrent de l'absence d'une politique rationnelle régissant leur commerce réciproque. Les problèmes d'investissements, d'approvisionnement de matières premières, de faible productivité seraient plus faciles à résoudre si les pays d'Amérique latine mettaient leurs efforts en commun dans le but de favoriser la circulation de certains produits essentiels et d'étendre leur marché en dehors de leurs propres frontières. Les barrières tarifaires, les restrictions de changes, les difficultés de crédit et de transport empêchent certains pays de l'Amérique latine de faire servir leurs surplus exportables à l'achat dans la région de produits essentiels à leur développement économique. Dans la plupart des pays, le faible marché national est un obstacle à l'établissement d'entreprises de construction de machines et d'équipement nécessaires au développement économique.

Les pays concernés se rendent bien compte de la gravité de la situation ainsi qu'ils l'ont démontré à la cinquième session de la Commission économique pour l'Amérique latine (Rio de Janeiro, avril 1953), lors de l'étude des problèmes

LES LIVRES

découlant du manque d'organisation commerciale adéquate favorisant le commerce à l'intérieur de l'Amérique latine. L'accord s'est fait sur l'insuffisance de l'accroissement des investissements et du perfectionnement des techniques à sortir l'Amérique latine de son état d'infériorité économique sans faire disparaître le morcellement actuel du marché.

C'est à la suite de cette constatation que le secrétariat de la Commission a été chargé d'étudier la situation de l'Amérique latine dans son ensemble, d'examiner les raisons pour lesquelles le commerce inter-Amérique latine ne peut atteindre aux niveaux qu'on pourrait attendre d'économies dans nombre de cas complémentaires et de découvrir les possibilités de promouvoir le développement économique de l'ensemble par l'intensification des courants commerciaux entre les parties.

Malgré des difficultés réelles d'ordre statistique, cette étude a permis de vérifier jusqu'à un degré suffisant le sens pratique des accords commerciaux entre États, d'en comparer les avantages et les inconvénients, d'analyser les mouvements commerciaux et de prendre connaissance des points de vue des autorités politiques et autres touchant les causes et les solutions possibles des problèmes commerciaux inter-régionaux.

Camille Martin

Les prix, par LOUIS FRANCK. (Collection « Que sais-je? », no 762.) Un vol., 4½ po. × 7, broché, 136 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1957.

Au cours des quelque trente dernières années, les chercheurs se sont efforcés d'adapter de mieux en mieux la théorie des prix, déjà l'une des plus vivantes de l'économie politique, aux réalités concrètes. Des motifs puissants attirent sur elle l'attention des producteurs, des commerçants, des hommes d'affaires en général ainsi que des hommes politiques.

Après avoir rappelé les grandes lignes de la théorie des prix et l'avoir placée dans sa perspective historique, le présent volume retrace l'évolution récente, en France, des interventions des pouvoirs publics en la matière; il en précise les modalités, les diverses étapes, l'efficacité; il tente de la justifier; il essaie enfin d'en dégager une certaine philosophie.

Camille Martin

Money and Banking, par RAYMOND-P. KENT. Un vol., 6 po. × 9, relié, 828 pages. — RINEHART & COMPANY, New-York, 1956. (\$6.50)

Cet ouvrage, qui fait partie de l'immense arsenal des manuels américains traitant des questions monétaires et bancaires, se distingue cependant par la clarté exceptionnelle de l'exposition et l'équilibre que l'auteur a réussi à maintenir entre les éléments disparates qui font habituellement partie de ce type de livre: exposé descriptif et historique sur la monnaie, opérations bancaires, structure et opérations des banques centrales, politique monétaire et fiscale, relations monétaires internationales.

M. Kent a le mérite d'avoir ajouté à cela — ce que ne font pas toujours les auteurs américains — quelque cent pages sur d'autres institutions de crédit que: